



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Analyses des évolutions récentes de l'espace rural

Monsieur Jean Cavailhès, Cécile Dessendre, Mme Florence Goffette-Nagot, Mr Bertrand Schmitt

Citer ce document / Cite this document :

Cavailhès Jean, Dessendre Cécile, Goffette-Nagot Florence, Schmitt Bertrand. Analyses des évolutions récentes de l'espace rural. In: Économie rurale. N°223, 1994. pp. 13-19;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4673>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_223_1_4673

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Résumé

Cet article propose une analyse économique de la "renaissance rurale" française. Dans un premier temps, les flux de migrations, résidentielles ou professionnelles, sont analysés dans un cadre micro-économique. Puis on examine la régression de l'agriculture, le maintien de l'industrie rurale et les demandes croissantes d'espaces et de biens ruraux résidentiels, récréatifs et d'environnement. L'analyse de ces évolutions est faite en termes d'avantages comparatifs, tenant compte des ressources, des fonctions de production et de consommation, des coûts de transport. Enfin la répartition des activités rurales est expliquée par des mécanismes keynésiens induisant des emplois selon une spatialisation en aires de marchés. Celles-ci restructurent l'espace en bassins d'emploi, hiérarchisés et polarisés.

Abstract

Change in the countryside : some analytical propositions

The paper proposes an economic analysis of the french "rural renaissance". In a first time, residential and occupational mobility and commuting systems are examined within a microeconomic framework. Agriculture is being cut back while rural industry remains stable. Demand for residential, recreational and environmental rural goods is growing. The analysis is conducted by developing the comparative advantage concept (local resources, transport costs, spatialized production and consumption functions). Then a keynesian mechanism of employment inducement within market areas is called upon to explain the distribution of activities. These changes suggest new structures for local labour market areas that are spatially and hierarchically polarised.

ANALYSES DES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DE L'ESPACE RURAL¹

Jean CAVAILHÈS*, Cécile DESSENDRE*, Florence GOFFETTE-NAGOT* et Bertrand SCHMITT*

Résumé :

Cet article propose une analyse économique de la "renaissance rurale" française. Dans un premier temps, les flux de migrations, résidentielles ou professionnelles, sont analysés dans un cadre micro-économique. Puis on examine la régression de l'agriculture, le maintien de l'industrie rurale et les demandes croissantes d'espaces et de biens ruraux résidentiels, récréatifs et d'environnement. L'analyse de ces évolutions est faite en termes d'avantages comparatifs, tenant compte des ressources, des fonctions de production et de consommation, des coûts de transport. Enfin la répartition des activités rurales est expliquée par des mécanismes keynésiens induisant des emplois selon une spatialisation en aires de marchés. Celles-ci restructurent l'espace en bassins d'emploi, hiérarchisés et polarisés.

CHANGE IN THE COUNTRYSIDE : SOME ANALYTICAL PROPOSITIONS

Summary :

The paper proposes an economic analysis of the french "rural renaissance". In a first time, residential and occupational mobility and commuting systems are examined within a microeconomic framework. Agriculture is being cut back while rural industry remains stable. Demand for residential, recreational and environmental rural goods is growing. The analysis is conducted by developing the comparative advantage concept (local resources, transport costs, spatialized production and consumption functions). Then a keynesian mechanism of employment inducement within market areas is called upon to explain the distribution of activities. These changes suggest new structures for local labour market areas that are spatially and hierarchically polarised.

Depuis quelques années, on s'interroge sur la "renaissance rurale" française (Kayser, 1990), résultat de "nouvelles demandes [et] de nouvelles fonctions des espaces ruraux" (CGP, 1993). Les travaux de géographes et de statisticiens sont nombreux (Boudoul, Faur, 1982 ; Bontron, 1993). Ils s'inscrivent dans le débat sur la contre-urbanisation (Champion, 1989), mais se sont souvent limités aux seuls aspects démographiques.

Le modèle traditionnel des évolutions démographiques semble aujourd'hui révolu : le bilan naturel des régions rurales est inférieur à celui des villes et, depuis une vingtaine d'années, le mouvement séculaire d'exode rural s'est inversé, le solde migratoire étant devenu favorable

aux communes rurales (2). La géographie de ces mouvements fait apparaître un dynamisme des cantons ruraux en Ile-de-France, dans une très grande couronne autour de Paris et, à une échelle moindre, des autres métropoles, un renforcement des couloirs de peuplement le long des axes fluviaux et des côtes (Le Bras, 1993) ainsi que dans les Alpes. D'autres régions continuent à perdre des habitants, en particulier dans le Massif central, en Bretagne intérieure, sur les plateaux de l'Est.

Les caractéristiques socio-démographiques des communes rurales se sont profondément modifiées. On constate, d'une part, une forte surreprésentation des ouvriers, des retraités et des agriculteurs dans le "rural péri-

* INRA-ESR Dijon, 26, boulevard du Dr Petitjean, 21000 Dijon.

1. La communication des auteurs intitulée "Mutations de l'espace rural : constats et analyses à partir du cas français" au VII^e Congrès de l'Association Européenne des Economistes Agricoles à Stresa (1993) a servi de base à l'élaboration de cet article.

2. Ceci, comme la plupart des données statistiques de cet article, s'applique aux communes de moins de 2 000 habitants agglomérés. Cette définition classe donc des bourgs ou des petites villes rurales dans l'urbain et, réciproquement, considère comme rurales des banlieues excentrées : il faut garder ces limites présentes à l'esprit.

urbain", alors que le "rural profond" (3) se distingue par la présence d'agriculteurs et de retraités. D'autre part, les personnes âgées et très âgées sont, en proportion, très nombreuses dans le rural profond. Dans le périurbain, leur surreprésentation s'affaiblit au cours du temps et s'annule en 1990, alors qu'elle s'accroît dans les petites villes.

L'évolution spatiale des emplois diffère des flux migratoires : le mouvement séculaire de concentration des emplois dans les villes se poursuit (Jacquot, 1993). L'essentiel des pertes d'emplois dans les communes rurales est dû à la régression de l'agriculture. Ces pertes sont compensées, et au-delà, par la croissance des emplois tertiaires, qui correspond plutôt à des commerces et des services rendus aux particuliers (tableau 2). Malgré son développement, le poids du tertiaire reste dans le rural très en deçà de ce qu'il est dans les unités urbaines. Les emplois industriels non agro-alimentaires, qui représentent environ 17 % des emplois ruraux, se maintiennent alors qu'ils régressent au niveau national.

A la suite de réflexions antérieures (Brun et al., 1992), on cherche ici à rendre compte de ces évolutions à partir de trois angles d'attaque complémentaires que l'on illustrera à l'aide de résultats, factuels et analytiques, de travaux en cours (4). La **première partie** propose une étude micro-économique de certaines mobilités : mobilités résidentielles péri-urbaines, migrations des jeunes ruraux. Les dynamiques rurales sont analysées dans une **deuxième partie** en termes d'évolutions sectorielles et d'avantages comparatifs. Dans la **troisième partie**, des analyses en termes d'aires de marché et d'induction d'emplois permettent de comprendre les restructurations de l'espace en bassins économiques où les liens entre le rural et l'urbain ont été transformés.

ANALYSES MICRO-ÉCONOMIQUES DES MOBILITÉS

"Les migrations peuvent être liées au cycle de vie (début de la vie en couple, naissance des enfants, départ de ces derniers de la famille d'origine, rupture d'unions, décès) ou à des moments économiques ou professionnels (études, recherche d'un emploi, développement de la carrière professionnelle, retraite). Les souhaits relatifs au cadre de vie ou le désir d'accéder à la propriété jouent également un rôle" (Boudoul, Faur, 1987). Concernant les communes rurales, on observe ainsi d'importantes migrations des 20 à 35 ans : immigration rurale forte pour les 25-35 ans et exode rural important pour les jeunes en période d'insertion professionnelle (18-25 ans). L'immigration est également forte à l'approche de l'âge de la retraite. Nous allons ébaucher l'analyse des migrations quantitativement les plus importantes : celles liées, d'une part, à la péri-urbanisation et, d'autre part, à l'insertion professionnelle des jeunes ruraux.

3. On nomme ici "rural périurbain" l'ensemble des communes rurales situées en ZPIU en 1982, par opposition au "rural profond" composé des communes rurales situées hors ZPIU. Rappelons que la délimitation de 1982 diffère fortement de celle de 1990. En 1990, les ZPIU regroupent 75% des communes rurales, ce qui rend cette délimitation peu opérante.

Péri-urbanisation, migrations alternantes et logiques résidentielles

Les mouvements de concentration des emplois dans les villes et de diffusion des résidences vers le rural produisent un accroissement des déplacements quotidiens des actifs. "Excepté les habitants de la banlieue parisienne, ces "péri-urbains" sont les plus mobiles : 65 % d'entre eux quittent leur commune tous les matins pour rejoindre leur lieu de travail. Ils ont à faire en moyenne 16,1 km, soit deux fois plus que l'ensemble des migrants alternants. Ce sont surtout de jeunes couples avec plusieurs enfants, souvent accédants à la propriété" (Genay, 1992).

On peut analyser la demande spatialisée de logement par des modèles où, en plus des arguments habituels des fonctions de demande, prix des biens non spatialisés et revenu des agents, on introduit un prix spatialisé du terrain ou du logement et un coût de transport domicile-travail fonction de la distance (Alonso, 1964), cette fonction de demande pouvant évidemment se modifier au cours du temps suite à des changements des préférences. Des travaux en cours (Goffette-Nagot, 1994) offrent une analyse des facteurs de la péri-urbanisation, en particulier du rôle des prix, des revenus et des goûts.

Tableau 1. - Coût relatif des logements par taille de commune pour les accédants récents*



Source : INRA-Dijon d'après INSEE (enquête logement 1988). Délimitation communale 1982

* Emménagés entre 1984 et 1988 accédants à la propriété de leur logement. Lire ainsi : la charge financière brute des logements situés dans le rural en ZPIU représente 99 % de celle des logements situés dans le centre des grandes unités urbaines.

En 1988, le prix au mètre carré habitable des logements dans le rural en ZPIU est inférieur de 17 % à celui des centres de grandes unités urbaines, et seulement de 6 % à celui des banlieues de ces unités urbaines. Cet écart provient pour l'essentiel d'un prix du sol nettement inférieur. Cependant, du fait de leur faible taux d'apport personnel, les accédants périurbains ont des charges de remboursements brutes très proches de celles des urbains. L'écart se creuse à nouveau sur la charge financière nette : les aides à l'accession, privilégiant les logements individuels neufs, jouent en faveur du rural, peut-être de plus en plus puisque ces aides sont passées de 5 à 16 % du coût brut entre 1978 et 1988. Mais cet avantage se réduit, voire s'annule presque, si on tient compte du coût direct du transport (5). En l'état actuel des résultats, la péri-urbanisation semble donc n'apporter qu'un avan-

4. Nous tenons à remercier André Brun, Pierre Daucé et Philippe Perrier-Cornet (INRA-Dijon), qui ont contribué à l'élaboration de la communication (Cavailhès et al. 1993) qui a servi de base à ce texte.

tage budgétaire limité, même si elle permet de bénéficier d'aides à l'accession.

L'hypothèse d'un effet des préférences ne saurait donc être rejetée pour expliquer le choix des localisations périurbaines. On peut penser au goût pour la maison individuelle et/ou au choix d'une localisation proche d'une ville permettant de bénéficier des aménités du rural et de l'urbain. Il peut aussi s'agir d'un "goût pour la propriété", très souvent relevé par les chercheurs (Bonvalet, Fribourg, 1990), dont l'économiste peut rendre compte par l'hypothèse de cycle de vie. L'assouvissement, par périurbanisation, du désir de propriété ou de maison individuelle ou d'un cadre de vie particulier est donc lié à l'offre de logements : au niveau national, l'emprise au sol des bâtiments construits est passée de 473 000 ha en 1975 à 771 000 en 1990 ; cet accroissement de près des deux-tiers n'aurait pu être obtenu sans un desserrement des villes.

Les migrations liées à l'emploi : le cas des jeunes d'origine rurale

L'analyse spatialisée du marché du travail a offert un cadre de réflexion pertinent pour expliquer les taux d'émigrations élevés des jeunes ruraux : "en effet, de par la diversité et la dimension de leur marché de l'emploi, et en raison de la plus forte mobilité qui y règne, ce sont les grandes villes qui offrent les meilleures possibilités d'insertion dans la vie active" (Jayet, 1987). La détérioration des conditions d'insertion et les mutations des activités rurales amènent à s'interroger sur ce modèle et sur les mécanismes actuels d'insertion et de migration des jeunes ruraux. La théorie du capital humain (voir Becker, 1964) propose assez naturellement une base pour la construction d'un cadre d'analyse, cette approche étant depuis Sjaastad (1962) le point de départ de la plupart des travaux sur les migrations liées à l'emploi. Les différents facteurs composant le capital humain peuvent être définis de la façon suivante : formation, migration et capital familial. Si l'analyse de l'insertion ne peut se satisfaire des applications classiques de cette théorie en termes de taux de rentabilité, une approche intégrée offre un support adéquat : il s'agit de repérer les phénomènes de complémentarité et de substituabilité entre ces composants. Ces complémentarités et substituabilités apportent un nouvel éclairage sur les acquis des jeunes au moment de l'insertion et sur les décisions qui sont alors prises. Le contexte de décision de nature sociale, géographique et économique est également pris en compte (Dessendre, 1994).

Pour mettre en œuvre cette approche, on a réalisé une enquête auprès de 1176 personnes, originaires de sept régions rurales françaises. Les décisions de migration sont très fortement liées aux autres éléments qui composent le capital humain. Ainsi, on observe une complémentarité entre migration et formation, les plus formés ayant une probabilité plus forte de migrer hors de leur commune rurale d'origine. De même, les garçons, plus que les

filles, conjuguent départ de chez les parents et mise en couple, celles-ci étant plus coutumières des situations intermédiaires. Si les 20-21 ans retardent la vie en couple pour terminer leurs études, on constate qu'à 26-27 ans, les jeunes les moins formés sont aussi ceux qui sont encore seuls.

En ce qui concerne les parcours d'insertion, la segmentation spatiale du marché du travail explique, certes, toujours une partie des décisions des jeunes. Ainsi, la complémentarité forte entre formation et migration trouve certainement sa source dans le fait que les jeunes les plus formés migrent pour trouver du travail. D'autres éléments interviennent. L'accessibilité et la proximité d'une grande ville sont des facteurs importants : les jeunes issus de zones éloignées ont une probabilité plus forte que les autres d'être immobiles, de même ils ont une propension moins grande à suivre une formation supérieure. Le problème de la structuration spatiale de l'offre de formation est alors soulevé : les jeunes ruraux ne sont-ils pas en position défavorable par rapport à leurs homologues urbains ?

Enfin, on s'interroge sur le rôle des espaces ruraux comme "espace refuge", dans le sens où les jeunes d'origine rurale non seulement restent dans ces espaces tant qu'ils n'ont pas trouvé de situation stable, mais semblent y revenir lorsqu'ils sont au chômage. Les trois-quarts des jeunes au chômage au moment de l'enquête résident dans leur commune d'origine. C'est le cas de 9 garçons sur 10 et de 2 filles sur 3. Une question cruciale est de déterminer si les jeunes sont au chômage parce qu'ils sont immobiles ou s'ils sont immobiles parce qu'ils sont au chômage. L'existence de migrations de retour va plutôt de pair avec la seconde hypothèse. Par contre, toutes choses égales par ailleurs, les jeunes immobiles ont la même probabilité de sortir du chômage, qu'ils soient de niveau de formation supérieur ou de niveau BEP ou CAP. Seuls les jeunes les moins formés se distinguent par une probabilité plus forte de rester au chômage. Ce constat va dans le sens de la nécessité pour les plus formés de migrer pour s'insérer. Aussi pour certains, on peut être amené à dire qu'ils sont au chômage car ils sont immobiles.

UNE ANALYSE EN TERMES D'AVANTAGES COMPARATIFS DE L'ESPACE RURAL

Les territoires ruraux ont une histoire économique et une structure qui résultent de l'usage de terre par l'agriculture et la forêt et d'activités industrielles utilisant la force de travail rurale et/ou des ressources naturelles. La poursuite de la régression de l'agriculture, le développement d'activités résidentielles et récréatives et l'accroissement des demandes de biens ruraux et de nature modifient le fonctionnement économique de ces espaces.

Dynamiques sectorielles et fonctions de l'espace rural

L'évolution de l'*agriculture* depuis les années cinquante et la politique agricole commune (PAC) ont été

5. L'évaluation du coût généralisé, tenant compte du temps, est délicate mais sa prise en compte accentuerait encore le phénomène.

largement étudiées, y compris dans leurs aspects régionaux : spécialisation, différenciation, constitution de systèmes productifs régionaux (Cavailhès et al., 1987). Les gains de productivité conduisent à une saturation des marchés, à la crise de la PAC, puis à sa réforme. Les effets de celle-ci sur les régions, les orientations ou les combinaisons productives, sont incertains du fait des évolutions encore à venir des politiques économiques (PAC, GATT, mesures nationales, etc.). Nous ne développerons pas ici ce thème, considérant comme inéluctable la transformation des systèmes productifs agricoles, voire la régression de l'agriculture dans des régions sans avantages comparatifs solides.

En matière d'*emplois industriels*, on observe une légère progression (+ 3 %) des emplois ruraux industriels hors IAA (tableau 2), qui est d'autant plus étonnante qu'ils régressent fortement dans les unités urbaines. Du fait du bas prix et de la faible qualification de la force de travail d'origine agricole, le rural a profité des décentralisations industrielles, surtout depuis les années soixante. On a pu rendre compte de ces localisations à l'aide de la thèse de la division spatiale du travail, telle que formulée par Ph. Aydalot (1985) : "des formes d'organisation et des techniques passées ont engendré des modes de vie, des modes de consommation qui se perpétuent aujourd'hui. Des entreprises arrivent, utilisant les com-

Tableau 2. - Population et emplois en 1990 et leurs évolutions entre 1982 et 1990

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : INRA-Dijon d'après INSEE (RP). Actifs employés au lieu de travail. Effectifs en milliers. Délimitation 1982

pétences existantes, ou profitant des faibles salaires locaux, et offrent un emploi à une force de travail libérée de ses tâches passées". Ce mécanisme est aujourd'hui remis en cause par la crise générale du "fordisme", la perte de spécificité des modes de vie ruraux et par l'importance du chômage. Le rural a perdu une partie de ses avantages comparatifs en matière de coût de la force de travail, même s'il en conserve en matière de qualifications. De plus, on ne trouve guère, en France, de "districts industriels", comme en Italie (Maruani et al., 1989), prenant le relais du fordisme. Des analyses plus fines (par secteur d'activité, type d'entreprise, région) sont donc nécessaires pour comprendre le maintien de l'emploi industriel en milieu rural.

Le développement des *activités tertiaires* est le reflet de l'accroissement de la demande d'espaces et biens ruraux, à mettre en relation avec les évolutions globales de la consommation (croissance des dépenses de loisirs, de transports et télécommunications, de logement). On a vu ci-dessus le rôle joué par le mouvement d'accession à la propriété en maisons individuelles et la localisation de leur construction dans le phénomène de péri-urbanisation lointaine. Parallèlement, le taux de départ en vacances

des Français progresse. Si la concentration touristique dans les stations balnéaires et de sports d'hiver se poursuit, 40 % environ des séjours ont eu lieu en 1985 "à la campagne" ou "en montagne hors sports d'hiver" (INSEE 1988), montrant ainsi l'existence d'un "tourisme diffus". Les achats des non-agriculteurs sur le marché foncier agricole sont révélateurs des demandes résidentielle et récréative. Ils se sont accrus au cours des années quatre-vingt, au point de représenter aujourd'hui près du tiers des surfaces et nettement plus de la moitié des valeurs échangées. En particulier, le marché des fonds bâtis est dominé par les non-agriculteurs qui, par exemple, achètent 82 % des lots bâtis de 1 à 3 hectares (Cavailhès, Levesque, 1993), les achats de résidences secondaires représentant une grande part de ce marché (Boinon, Ramaz-Beaujard, 1992). La géographie de ces achats fait ressortir les zones périurbaines (Ile-de-France), les régions récréatives et de loisirs (Sologne, Alpes, Provence, etc.).

Ces demandes accrues d'espace et de biens ruraux facilitent la recherche de diversification des agriculteurs vers l'agro-tourisme, les produits "fermiers" ou l'entretien de l'espace. L'agro-tourisme, petit entrepreneuriat de services de loisirs diffus en milieu rural, est en rupture

avec l'identité professionnelle des agriculteurs et ne concerne que 2 % d'entre eux (Capt, 1992). On commence à rencontrer une diversification de sens opposé : des urbains migrent vers le rural pour y créer des activités d'accueil ou de loisir, avec des ateliers de production agricole (chevaux, petits élevages, etc.) ou même des projets agricoles autonomes. Ces "néo-ruraux" semblent mieux placés que les agriculteurs pour capter la clientèle "agro-touristique". Les biens alimentaires fermiers sont accessibles à un plus grand nombre d'agriculteurs (plus du quart des exploitants en 1988). Ils correspondent soit à une logique ancienne en recul (consommation populaire de proximité auprès d'agriculteurs âgés), soit à des demandes croissantes de produits différenciés de la part d'urbains visitant ou vivant dans le rural.

Les avantages comparatifs de l'espace rural

Les avantages comparatifs du rural sont habituellement analysés en partant de l'abondance de terre -utilisée dans la production agricole- et des caractéristiques de la force de travail -utilisée par les industries "fordistes". Ils concernent alors la production de biens aisément transportables. De nouveaux avantages comparatifs se développent, liés aux biens résidentiels, récréatifs et d'environnement. Ces derniers correspondent à des produits peu ou pas mobiles, ce qui implique que ce sont les consommateurs, et non les biens, qui se déplacent. Or si le coût de transport des marchandises est aujourd'hui faible, le déplacement des consommateurs reste onéreux ; le coût d'accès aux biens est donc à prendre en compte. Dans tous les cas, les avantages comparatifs proviennent de différences spatiales, dans les dotations factorielles ou dans les fonctions de production elles-mêmes (externalités, espaces technologiques différents, etc.). Ils peuvent être fondés sur un état de la nature mais sont socialement construits.

En déclinant les dotations en facteurs de production et les caractéristiques des fonctions de production pour les biens mobiles ou peu mobiles (le coût de transport et la distance aux consommateurs intervenant dans ce cas), on distingue différents cas illustrant la diversité des espaces ruraux selon leurs avantages comparatifs (tableau 3) :

- dotation en terre et productivité expliquant la localisation d'activités utilisant ces ressources pour produire des biens indépendamment de la localisation de la demande ;
- force de travail plus ou moins favorable aux industries à demande non localisée ;
- dotation abondante en sols permettant la production (et la consommation) de résidences (biens localisés), selon des fonctions de production spatialisées ;
- dotations en aménités : par exemple, pour le rural, faible densité de population, sols peu artificialisés, biens naturels et patrimoniaux (bâti, paysages, cultures, etc.), permettant la production et la consommation de biens de loisirs et récréatifs.

Tableau 3. - Partition de l'espace selon les avantages comparatifs

biens peu mobiles	biens mobiles	dotation en terre ou fonctions de production agricoles		dotation en force de travail ou fonctions de production industrielles	
		+	-	-	+
Dotation en sols	faible	ville	ville		ville
	abondante + proximité des consommateurs	périurbain convoité : <i>Ile-de France Lyonnais</i>			bassin industriel dense : <i>corons</i>
Dotation en aménités rurales	abondante mais éloignement ou accès difficile	bassin de production agro-alimentaire : <i>Bretagne intérieure</i>	rural en crise, dépeuplement, etc. : <i>Massif central</i>		bassin industriel moyennement dense (fordisme, ...) : <i>Montbéliard</i>
	faible ou loin des consommateurs	forte et proches des consommateurs	concurrence agriculture loisirs : <i>littoral, fleuves</i>	bassin de retraites, résidences secondaires. Tourisme	concurrence industrie loisirs : <i>vallées alpines</i>

ANALYSES SPATIALES ET STRUCTURATION DE L'ESPACE

Aires de marché et induction d'emplois

En reprenant les hypothèses de Christaller ou de Lösch, l'arbitrage entre économies d'échelle et coût de transport explique la répartition dans l'espace des producteurs et la formation des aires de marché : dans une plaine isotrope où les consommateurs sont répartis de façon homogène et payent le coût de transport, il y a beaucoup de petits producteurs proches les uns des autres si les économies d'échelle sont faibles et le transport coûteux ; on a de grands producteurs concentrés dans les villes dans le cas inverse. Un tel cadre théorique est adéquat pour analyser la répartition de certains emplois et de certaines activités dans l'espace rural : il a été utilisé, à partir d'indices d'attractivité des services, pour montrer le rôle des bourgs et petites villes dans le tissu économique rural (Piatier, 1979). Mais il a le défaut de rester statique.

Une vision dynamique implique l'utilisation de modèles keynésiens spatialisés : un revenu perçu en un point donne lieu à consommation autour de ce point, diffusant à une distance variable selon les biens et le coût de transport (du bien ou du consommateur), induisant des investissements et des emplois selon le schéma keynésien habituel (Ancot et al., 1983). Des modèles d'attraction, de type gravitaire, tentent de rendre compte de l'onde de propagation du revenu (intensité et aire de diffusion).

La combinaison des aires de marché et des mécanismes keynésiens spatialisés permet de comprendre, d'un côté, la concentration croissante de certaines activités et, de l'autre, le développement dans le rural de services aux particuliers ou la résistance, malgré la crise, du bâtiment dans le périurbain. Avec de faibles économies d'échelle et de forts coûts de transport, les entreprises se disséminent près de la demande, dont une partie est éparpillée par la péri-urbanisation, les migrations de retraite, les demandes récréatives.

Structures de l'espace économique

Pour mettre en œuvre les analyses précédentes, il faut disposer d'un découpage économique de l'espace. Une première approche, réalisée à partir de l'intensité des mi-

grations alternantes, fournit des indications sur les structures spatiales et les liens entre communes (Schmitt, 1993). A l'aide de MIRABELLE, méthode de classification ascendante hiérarchique mise au point par l'INSEE, on agrège les communes en "bassins d'emploi". Ces bassins sont classés selon la taille du pôle, hiérarchisés en bassins principaux et secondaires liés (aux précédents) et divisés en zone centrale (fort lien à la ville pôle), zone périphérique et zone indépendante (figure 1).

Figure 1. - Organisation interne des bassins d'emploi et relations entre eux

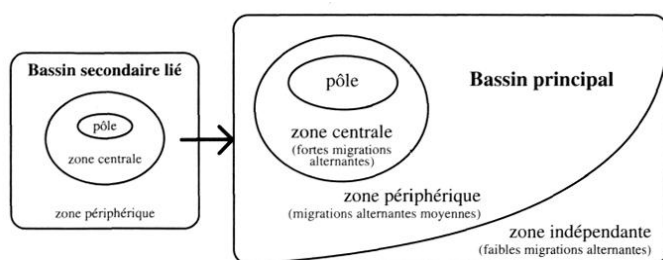


Tableau 4. - Evolution de la population et des emplois par types de bassin d'emploi et de "zones" internes aux bassins (Bourgogne Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes)

Illustration non autorisée à la diffusion

Source : INRA-Dijon d'après INSEE (R.P.). Effectifs en milliers. Délimitation 1990

Lire ainsi : on compte, en 1990, 5 bassins principaux dont le pôle est une unité urbaine de plus de 200 000 habitants, couvrant 17 % de la surface totale des trois régions. Ils ont 3 975 000 habitants en 1990 (progression de 11,7 % depuis 1975) et 1 651 000 emplois (progression de 13,7 % depuis 1975)

n'est réelle que pour le tiers d'entre eux. Certains, dont la structure des emplois est sans doute marquée par l'agriculture et/ou l'industrie, évoluent à la baisse, d'autres, plus orientés vers les activités tertiaires (liées entre autres au tourisme), ont une forte croissance.

Dans tous les types de bassins, on retrouve le phénomène de péri-urbanisation : augmentation de la population résidant dans les zones centrales (à découpage constant). Il est néanmoins plus important dans les bassins principaux de grande dimension et dans les bassins secondaires qui leur sont liés, produisant une augmentation de population de 50 % dans les zones centrales des

Ce mode de découpage appliqué aux régions Bourgogne, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes pour les années 1975 et 1990 montre, tout d'abord, un accroissement des aires d'influence des grands pôles par absorption de certains bassins secondaires liés et rattachement de petits bassins, autonomes en 1975, à de grands bassins. On assiste de plus à une extension des zones centrales qui couvrent, en 1990, 27 % du territoire et regroupent 19 % des habitants (respectivement 15 et 11% en 1975) : on a ici l'empreinte territoriale de la péri-urbanisation lointaine.

On note des évolutions diversifiées des emplois et de la démographie (tableau 4). Toutes deux sont positives dans les bassins principaux animés par de grandes unités urbaines. En moyenne, les bassins secondaires liés aux précédents sont aussi en croissance pour les deux variables, mais leur situation est plus diversifiée que celle des grands bassins. Les bassins principaux dont l'unité urbaine a moins de 20 000 habitants sont apparemment stables, en population et en emplois. Mais cette stabilité

bassins métropolitains (pôle de plus de 200 000 habitants).

Les zones centrales des bassins principaux de grande dimension voient leurs emplois s'accroître, de 31 % là où le pôle a plus de 200 000 habitants, de 7 % seulement quand le pôle a entre 20 et 200 000 habitants. Il peut y avoir là un effet de la distance de péri-urbanisation : plus le pôle est important, plus la zone centrale de son bassin principal est vaste et plus la péri-urbanisation lointaine peut être inductrice d'emplois. Néanmoins, la croissance de ces zones est si vive qu'il est peu probable que cette explication suffise.

Ces éléments sur les différenciations, à une échelle fine, des espaces économiques, renvoient aux analyses précédentes (avantages comparatifs, aires de marché, induction d'emploi) mais montrent la complexité de leurs modes de combinaison territoriale. On peut penser que le produit peut en être étudié en analysant :

- les différences entre bassins "ruraux" autonomes (c'est-à-dire ceux animés par des unités urbaines de petite taille), où la structure des emplois permet de rendre compte de la dynamique ;

- les zones (hors pôles) des bassins principaux de grande dimension, dont les dynamiques dépendent de leur distance au pôle, de la taille et de l'accessibilité de ce dernier ;

- enfin, les bassins secondaires liés aux grands bassins précédents qui ont un statut particulier, les ressorts de leur évolution étant à rechercher dans la combinaison entre les effets de la structure des emplois et les effets de la polarisation.

CONSÉQUENCES POUR LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RURAL

Les transformations que nous avons évoquées ont des conséquences sur les politiques de développement rural, que ces politiques visent à corriger des imperfections des marchés (inefficacités allocatives), ou des déséquilibres territoriaux jugés non tolérables (fonctions redistribu-

tives). Les analyses précédentes suggèrent que, de la diversité des situations locales, découle la nécessité de politiques de développement spécifiques à chaque type de zone. Par exemple, dans le périurbain, les plans d'occupation des sols, les schémas directeurs d'aménagement, les infrastructures sont décisifs ; dans des régions attractives et sensibles (littoral, montagne), la prise en compte des externalités négatives et la production ou la sauvegarde des aménités doivent guider une politique de gestion de l'espace. Pour les zones rurales fragiles, des politiques de développement, partant des fonctions qu'elles peuvent le mieux remplir (production, accueil, fourniture de biens collectifs), peuvent être couplées à des politiques sociales de plus en plus nombreuses. L'accord semble se faire (CGP, 1993) pour remettre en cause le saupoudrage des mesures sectorielles et l'enfermement sur le rural, au profit d'une prise en compte des solidarités économiques entre ces zones et les centres d'attraction dont elles dépendent.

Plus fondamentalement, les fonctions non marchandes, les externalités positives, le développement de biens économiques récréatifs et de loisirs, la prise en compte des biens d'environnement posent des problèmes juridiques : comment régler leur appropriation par des agents privés ou publics - et économiques -, comment évaluer leur prix, rémunérer leur production, faire payer leur consommation ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALONSO W. (1964). - *Location and land use. Toward a general theory of land rent*. Cambridge, Harvard University Press.

ANCOT J.P., KUIPER J.A., PAELINCK J.H.P. (1983). - Econométrie spatiale : une synthèse décennale. In : J. Paelinck et A. Sallee éd. *Espace et localisation*. Paris, Economica, pp. 97-128.

AYDALOT Ph. (1985). - *Traité d'économie régionale et urbaine*. Paris, Economica.

BECKER G. (1964). - *Human capital*. New-York, Columbia University Press.

BERRY B.J.L. (éd.) (1976). - *Urbanization and counterurbanization*. Beverly Hills, Sage publications.

BOINON J.P., RAMAZ-BEAUJARD D. (1992). - Propriétés agricoles : qui achète et pourquoi ? In : *Etudes foncières*, n° 56, pp. 28-33.

BONTRON J.C. (1993). - La reprise démographique confirmée. In B. Kayser, (éd.). *Naissance de nouvelles campagnes*. Paris, DATAR, pp. 23-36.

BONVALET C., FRIBOURG A.M. (éds.) (1990). - *Stratégies résidentielles*. Paris, INED.

BRUN A., CAVAILHES J., PERRIER-CORNET P., SCHMITT B. (1992). - Les espaces ruraux revisités. In : *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 1/92, pp. 37-66.

BOUDOUL J., FAUR J.P. (1982). - Renaissance des communes rurales ou nouvelle forme d'urbanisation. In : *Economie et statistique*, n° 149, pp. 1-11.

BOUDOUL J., FAUR J.P. (1987). - Trente ans de migrations intérieures. In INSEE : *Données sociales 1987*, Paris, INSEE, pp. 262-268.

CAPT D. (1992). - *Espace et diversification de l'activité des exploitations agricoles*. Dijon, INRA.

CAVAILHÈS J., DAUCÉ P., PERRIER-CORNET Ph. (1987). - Mécanismes régionaux du développement agricole et concurrence inter-régionale. In : *Aspects régionaux du développement économique de l'agriculture*, Paris, INRA (Actes et Communications n° 1), pp. 117-142.

CAVAILHÈS J., DESSENDRE C., GOFFETTE-NAGOT F., SCHMITT B. (1993). - Mutations de l'espace rural : constats et analyses à partir du cas français. 7^e congrès de l'Ass. Eur. des Econ. Agricoles "Transition to an integrated agricultural economy", Stresa (Italie), 6-10 sept.

CAVAILHÈS J., LEVESQUE R. (1993). - Les surprises du marché foncier. In : B. Kayser, (éd.). *Naissance de nouvelles campagnes*. Paris, DATAR, pp. 89-104.

CHAMPION A.G. (éd.) (1989). - *Counterurbanization*. London, New York, E. Arnold.

Commissariat général du Plan (CGP) (1993). - *France rurale : vers un nouveau constat*. Paris, La documentation française.

DESENDRE C. (1994). - *Mobilité géographique et insertion professionnelle des jeunes d'origine rurale. Une approche par le capital humain et son lien à l'espace*. Dijon, Thèse de l'Univ. de Bourgogne, INRA.

GENAY V. (1992). - Les déplacements domicile-travail. In : *INSEE-Première*, n°202.

GOFFETTE-NAGOT F. (1994). - *Analyse micro-économique de la péri-urbanisation : un modèle de localisation résidentielle*. Dijon, Thèse de l'Univ. de Bourgogne, INRA.

INSEE (1988). - *Villes et campagnes*. Paris, INSEE (Contours et caractères).

JACQUOT A. - Les frictions spatiales entre la population et l'emploi. In : *Espaces, populations, sociétés*, n° 2/93, pp. 177-188.

JAYET H. (éd.) (1987). - *L'espace économique français*. Paris, INSEE.

KAYSER B. (1990). - *La renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental*. Paris, Armand Colin.

LE BRAS H. (1993). - *La planète au village*. Paris, DATAR, éd. de l'Aube.

MACÉ G. (éd.) (1992). - Quelles campagnes pour demain ? In : *Géographie sociale*, n° 12.

MARUANI M., REYNAUD E., ROMANI C. (1989). - *La flexibilité en Italie*. Paris, Syros.

PONSARD C. (1983). - *History of spatial economic theory*. Berlin, Heidelberg, Springer-Verlag.

PIATIER A. (éd.) (1979). - *Radioscopie des communes de France. Ruralités et relations villes-campagnes*. Paris, Economica.

SCHMITT, B. (1993). - Structure spatiale et développement économique des espaces ruraux. In : 32^e colloque de l'ASRDLF "Aménagement et environnement", Tours, 30, 31 août, 1^{er} septembre 1993.

SJAASTAD L.A. (1962). - The cost and returns of human migration. *Journal of Political Economy*, n° 70, pp. 80-93.